

# Séance d'audition

Lundi 24 Novembre 2008

## I. AUDITION DE MM. MANIERE, MICOULEAU ET MME ESQUIROU, AUTEURS DU RAPPORT « COMMENT SAUVER LA PRESSE QUOTIDIENNE D'INFORMATION » NATIONALE D'AOUT 2006 (INSTITUT MONTAIGNE).

### A. Présentation du rapport

M. Manière a présenté le rapport réalisé par l'Institut Montaigne, un think tank non partisan, à l'issue d'un travail de deux ans. Ce rapport porte sur la presse quotidienne nationale d'information.

Au départ, les rapporteurs s'étaient centrés sur les spécificités françaises mais ils se sont peu à peu aperçus que la presse d'autres pays rencontrait également des difficultés. Les problématiques sont françaises mais aussi, largement, très internationales.

Il a mis l'accent sur deux éléments de diagnostic en France :

- la presse quotidienne française est la plus chère et la moins lue ;

- c'est également la presse la plus subventionnée et celle qui se porte le plus mal. Ailleurs, les journalistes et la presse sont contre les subventions pour des raisons de principe.

Deux types de problèmes ont été soulignés : d'une part, des problèmes de cadre général dans lequel s'exerce l'activité et, d'autre part, des problèmes de compétence et manque d'audace des éditeurs (peu créatifs, innovants...). Ce manque d'inventivité est peut-être lié à l'existence de subventions même si bien sûr d'autres facteurs doivent être pris en compte. Quelques exemples de manque d'innovation en France par rapport aux autres pays :

- présence de journaux dans les cafés Starbucks aux Etats-Unis ;

- pendant la période estivale, une imprimerie de Nice imprime plus de quotidiens néerlandais que le tirage national de « Libération ». A Londres et à New York, il n'y a pas de presse française. Le seul journal qui imprime à l'étranger, c'est le Figaro à Rabbat.

Le rapport propose un « new deal », par exemple en proposant la remise à plat de la clause de cession qui leur paraît être une clause abusive. En revanche, la clause de conscience n'est bien sûr par mise en cause et doit être maintenue. Elle ne concerne en réalité très peu de monde.

Mme Esquirou a souligné la baisse de la diffusion de la presse quotidienne, tant régionale que nationale, la multiplication des blogs et des nouveaux moyens de communication. Face à ce constat, leur questionnement avait été le suivant : comment créer les conditions de compétitivité des titres de presse et un environnement économique sain permettant de garantir les conditions d'une démocratie ?

M. Micouleau a insisté sur le fait que la presse était une activité industrielle. Il est important pour l'analyser d'adopter deux visions : la vision « démocratique » certes, mais aussi la vision « business ».

Les éditeurs sont probablement à l'origine des difficultés. L'appel constant aux subventions n'est pas forcément bon signe. On ne parvient pas à créer des organisations collectives permettant de mutualiser certains coûts. C'est le cas tant pour la PQN que pour la PQR. Par exemple, le projet de création d'un centre d'impression de la PQN (Le Monde et le Figaro) a été très longuement discuté sans jamais aboutir. Or, d'après M. Riccobono, ce centre aurait permis de réaliser des gains de productivité de 20 à 30%.

Il n'est pas nécessaire de rechercher des idées nouvelles, les idées sont connues. Désormais, il faut faire avancer les sujets, c'est l'objectif des Etats généraux.

### B. Questions / réponses

JC Texier a indiqué que les groupes de presse étrangers étaient mieux préparés à sortir de la crise car ils avaient des modèles plus sains. Il a interrogé les représentants de l'Institut Montaigne sur les suites de leur rapport, en leur demandant quels avaient été les principaux obstacles et blocages rencontrés ?

M. Manière a répondu que rien n'était possible si l'on ne se mettait pas d'accord sur un accord global qui en coûtera un peu à chacun. Les résistances sont venues d'un peu partout : du syndicat du livre, des éditeurs (ex : contre l'augmentation des salaires des journalistes), des journalistes (opposés notamment à la suppression de la clause de cession). Chacun était

satisfait du rapport sauf sur les points qui le concernaient.

Il n'y a pas eu beaucoup d'évolutions. C'est peut-être sur la distribution qu'il y a eu le plus de progrès, mais beaucoup reste encore à faire.

Mme Esquirou a indiqué que la moitié du coût de revient de la presse est lié à la distribution et l'impression. Le rapport proposait une décentralisation de l'impression et une mutualisation. Sur ce point, rien n'a changé. Concernant les NMPP qui ont fait énormément d'efforts, il reste encore beaucoup de problèmes (ex : engorgement, invendus, accessibilité...). La loi Bichet n'a pas été modifiée.

M. de Puyfontaine a souligné les difficultés désormais rencontrées par la presse magazine.

L'objectif du groupe de travail est de mettre en place ce « new deal ». Il travaille sur les structures de coûts et de revenus. Pour les coûts, il y a un rapprochement des éditeurs pour soutenir le plan des NMPP 2010 qui devrait permettre de vendre plus.

M. Muller a souligné que le diagnostic est à peu près le même dans tous les rapports. Les rapports se distinguent en revanche sur les propositions. Pour lui, ce rapport est bien « ultra-libéral ». Ce qui le dérange, c'est qu'il y a quelques approximations, par exemple sur les coûts de distribution qui seraient plus élevés qu'à l'étranger ou sur le nombre de points de vente. Les difficultés ne concernent pas uniquement la presse quotidienne nationale : 90% de la presse, n'a pas les mêmes règles que dans la PQN or ces autres familles de presse rencontrent également des difficultés. Il n'y a déjà que 5 groupes pour la PQR, faut-il vraiment aller plus loin ? La presse française a évolué sur les technologies, sur les salaires.

La mutualisation de l'impression est rendue difficile par les contraintes horaires. Il est inquiet des propositions du rapport Montaigne car elles vont dans le sens d'une réduction des aides à la presse. Or, cela pourrait entraîner la disparition de certains titres, ce qui poserait un problème de pluralisme. Il y a bien un problème de capitalisation. Le seul marché ne peut réguler la presse.

M. Muller a également considéré que le syndicat du livre n'était pas un acteur de la résistance, comme en témoignait sa présence aux EGPE.

M. Manière récuse la qualification d'« ultra-libéral ». Les rapporteurs ont essayé de bonne foi de trouver des solutions pour éviter que la presse ne soit à ce point dépendante des aides publiques. Il y a des aides dans beaucoup de pays mais pratiquement nulle part, les aides directes ne sont aussi massives. Il n'y a pas de lien entre l'existence d'une presse tonique et le soutien de l'Etat par des aides directes, comme en témoignent l'Espagne, la Suède et l'Italie. Dépendre trop de l'Etat n'est pas sain. Ce degré de dépendance est très fâcheux pour le débat démocratique. Il est vrai qu'il y a eu récemment beaucoup de changements mais cela va encore trop doucement. Pour l'impression, les synergies sont vraiment possibles : il faut mutualiser les capacités d'impression.

M. Micouleau souligne que les aides sont problématiques même si elles sont aujourd'hui nécessaires compte tenu de la situation de la presse. Il faut reconstruire un modèle avec des coûts moindres. L'effort public a probablement été mal employé dans certains domaines.

M. de Puyfontaine indique que la crise est structurelle et conjoncturelle et que la réalité aujourd'hui, c'est le manque d'attractivité.

M. Maffre considère que le problème c'est la presse « parisienne », qui n'est en réalité pas une presse nationale. Par exemple, à Toulouse, la Dépêche du midi a 75% de parts de marché contre 12% pour l'ensemble de la PQN. La presse parisienne à vocation nationale a un faible rayonnement dans les régions. Les deux fondamentaux de la PQR c'est le portage et les correspondants locaux (qui portent 60% du contenu rédactionnel de son titre, la Dépêche du midi).

M. Chicou souhaiterait revenir sur le lien entre les aides de l'Etat et le déclin de la PQN. Il s'inscrit en faux contre cette affirmation. Par exemple, pour la Croix, il est essentiel de bénéficier des aides de l'Etat qui lui permettent d'avoir une distribution nationale (80% du lectorat de la presse est en province). Ce sont les aides de l'Etat qui ont permis à La Croix d'avoir aujourd'hui une diffusion d'environ 100 000 exemplaires. Il y a certes des choses illégitimes, qui ne doivent pas cacher le fait qu'il y a aussi des choses légitimes, la pluralité, la distribution et la distribution tout au long de l'année. La presse gratuite n'est pas diffusée tout au long de l'année. Or pour le pluralisme de l'information il faut de l'information toute l'année.

M. Manière indique que le rapport dit seulement que les aides n'avaient pas permis d'atteindre un objectif de bonne santé de la presse. On peut au moins dire ça, même s'il n'y a pas de lien direct entre aides et déclin. La Croix et l'Humanité ne vivraient pas sans aide. Il y a des aides utiles dans certains cas spécifiques pour maintenir certains courants d'opinion, mais aujourd'hui

les aides vont bien au-delà. La Croix est une exception qui confirme la règle car il y a eu à la fois un travail de management remarquable, une vraie présence nationale et le titre appartient à un groupe.

On ne peut plus dire que l'objectif d'avoir plusieurs journaux dans tous les kiosques sur tout le territoire a la même importance qu'à la Libération. En effet, il y a d'autres sources d'informations. Il maintient que beaucoup de grands pays ont un débat démocratique plus important sans aides ou avec des aides de bien moindre ampleur.

M. Bonsart conteste l'importance des aides directes mise en avant dans le rapport. En France, l'essentiel des aides va à l'aide à la Poste qui n'est pas le mode de distribution le plus adapté à la presse quotidienne. Il considère que le rapport n'a pas souligné l'importance de la densité comme déterminant pour le portage

Mme Esquirou partage l'idée que pour la presse quotidienne, le portage est plus important. Il est d'ailleurs très développé dans d'autres pays comme les Pays Bas ou l'Allemagne.

M. Manière indique que la diffusion de la PQN est concentrée sur les villes qui constituent l'essentiel du marché. Ce n'est pas l'absence du portage dans le massif central qui pose problème. Il faut porter au moins là où la presse est la plus importante. A l'étranger, les groupes de presse ont une situation qui leur permet de « voir venir », ce qui n'est pas le cas en France.